

Les partis de gauche palestiniens mettent en garde contre la conférence de paix de novembre

jeudi 11 octobre 2007, par [IMEMC](#) (Date de rédaction antérieure : 9 octobre 2007).

Les dirigeants du FPLP, FDLP, PPP, PNI et FIDA [1 []] ont prévenu des risques qu'implique le sommet de paix parrainé par les Etats-Unis, affirmant que la réunion n'amènera que peu de résultats, voire aucun.

Dns une déclaration commune, les directions des partis ont indiqué que le sommet n'amènera pas une paix juste et durable mais, au contraire, fera entrer sur la scène politique le piège du cercle vicieux d'un accord partial et flou.

Les dirigeants disent aussi qu'un agenda israélo- états-unien perce sous le sommet, prévenant que l'objectif réel n'est pas de prendre en compte les exigences palestiniennes mais de déformer les droits des Palestiniens et des Arabes en général, précisant que l'administration américaine cherche une porte de sortie du marasme qu'est son engagement militaire en Irak et en Afghanistan.

Leur mise en garde concerne aussi la tentative apparente de la conférence de présenter comme solution au conflit israélo-palestinien la création d'un Etat palestinien avec des frontières temporaires, et sans aucun engagement pour le droit au retour ou le statut futur de Jérusalem. Ils ajoutent que cette solution est contraire à toutes les résolutions des Nations unies sur la question.

Les dirigeants des partis de gauche préviennent les dirigeants palestiniens et arabes que le sommet mènera à une intensification du conflit palestinien interne, puisque les participants à la conférence sont prêts à traiter avec un seul groupe politique. En conséquence, la déclaration appelle à la participation de tous les partis à toute négociation de paix future, sous la direction du Comité exécutif de l'OLP.

En opposition au sommet annoncé, la déclaration demande que la communauté internationale redouble d'efforts pour mettre fin à l'hostilité israélienne contre le peuple palestinien, que l'on constate quotidiennement dans les assassinats extrajudiciaires, l'enlèvement de citoyens palestiniens, la présence constante des check points en Cisjordanie et la poursuite du siège économique, politique et militaire imposé à la bande de Gaza.

En conclusion la déclaration affirme que pour qu'un sommet de paix réussisse, il faut qu'il soit tenu en présence de tous les pays arabes dont des terres sont occupées par Israël et qu'il traite des questions sur le statut final, la politique constante de colonisation, le droit à l'eau et à la sécurité, de façon à faire avancer les négociations loin des solutions partiales et temporaires. Dans ce contexte il faut donc qu'il y ait une intensification du front palestino-arabe pour imposer une solution basée sur un processus politique réaliste entraînant un retrait d'Israël des terres occupées en 67 et court-circuitant toutes les tentatives d'Israël et des Etats-Unis pour contourner l'Initiative de paix arabe et les résolutions des Nations-unies concernant la cause palestinienne.

[1] Front populaire de Libération de la Palestine, Front démocratique de Libération de la Palestine,

P.-S.

*Imemc <http://www.imemc.org/article/50768>

Traduit de l'arabe pour Imemc : Saed Bannoura et John Smith Traduction de l'anglais : C. Léostic,
Afps